

Burundi : le pouvoir a lancé un ultimatum aux manifestants

RFI, 10-05-2015 Au Burundi, les autorités haussent le ton Au Burundi, la trêve dans les manifestations contre un troisième mandat du président Nkurunziza a globalement respecté ce samedi. Dans un message, le Conseil national de sécurité a appelé les manifestants et les organisateurs à arrêter immédiatement et sans conditions ce qu'il qualifie de mouvements d'insurrection. La société civile dénonce « une déclaration de guerre ».

C'est à travers un communiqué lu à la radio que le Conseil national de la sécurité a lancé un ultimatum aux manifestants. Ils doivent arrêter toute manifestation immédiatement et sans condition, a exigé cet organe ad hoc qui chapeaute aujourd'hui toutes les forces de sécurité et dont font partie le président Nkurunziza et plusieurs ministres. Le CNS appelle également les forces de l'ordre à lever toutes les barricades, les fonctionnaires à reprendre immédiatement le travail et les écoles à rouvrir dès lundi. La société civile a réagi à ce message, dénonçant un « ultimatum » et une « déclaration de guerre au peuple burundais » : « Nous avons pris la déclaration du ministre de la Défense et du ministre de la Sécurité publique pour une déclaration de guerre au peuple burundais », explique Pacifique Nininahazwe, l'un des dirigeants du Collectif contre un troisième mandat. Aucun président n'a pu gagner une guerre contre ses citoyens. Les citoyens burundais sont en train d'exercer leurs droits fondamentaux et leurs droits constitutionnels. Personne n'a le droit d'interdire aux citoyens d'exercer ou de jouir de leurs libertés fondamentales. Nous voulons nous continuer à protester jusqu'à ce que le président Nkurunziza comprenne que le peuple burundais ne va pas accepter son idée de troisième mandat. » Psychose Le message a créé une psychose dans les quartiers qui continuent de contester la candidature du président. Ce samedi soir, à Musaga, les habitants érigeaient une gigantesque barricade à l'entrée des entrées. Les policiers sont en train de contourner le camp militaire pour nous attaquer, disaient les habitants. Les jeunes notamment ont abattu un panneau publicitaire pour encore renforcer les barricades. Un moment de vive tension après une journée de calme où la vie avait repris son cours avec la réouverture des boutiques. A Cibitoke, un autre fief de la contestation, les habitants étaient furieux car les militaires avaient placé un container et un kiosque servant à ralentir les véhicules qui entraient dans le quartier. Le ministre de la Défense était accusé de trahison pour avoir lu le communiqué du CNS à la radio. Cette colère s'exprime aussi et surtout contre les militaires de plus en plus contestés et accusés de se ranger du côté de la police et du gouvernement. Huit dossiers de candidature déposés Pendant ce temps, huit personnalités politiques ont déposé leurs candidatures, qui devront être validées par la commission électorale. Après Pierre Nkurunziza vendredi, ce fut au tour d'Agathon Rwasa ce samedi. Le chef de l'ancienne rébellion FNL est considéré comme le principal opposant au chef de l'Etat. Il se présente comme indépendant en tant que membre d'une coalition appelée les Indépendants de l'espoir. Son convoi a croisé celui de Jacques Bigirimana, président de l'aile FNL reconnu par le gouvernement. Gerald Nduwayo de l'aile laïque de l'Uprona a déposé sa candidature la veille. A noter également la candidature de deux des quatre anciens présidents encore en vie : Domitien Ndayizeye, l'un des chefs de la transition de 2003 à 2005, et Sylvestre Ntibantunganya, président de 1994 à 1996. Autre candidat, Jean Minani, le président du Frodebu Nyakuri, ancien président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui député. Jean de Dieu Mutabazi, enfin, est peut-être le moins connu. Il est à la tête de la Coalition des partis politiques pour une opposition participative (COPA), considéré comme proche du gouvernement.